Norois

Environnement, aménagement, société

243 | 2017

Capital environnemental et espaces emblématiques

Eeyou Istchee – Baie James, vers un capital environnemental mixte ?

Eeyou Istchee – James Bay, towards a mixed environmental capital?

Simon Maraud et Caroline Desbiens

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/norois/6095>

DOI : 10.4000/norois.6095

ISBN : 978-2-7535-6537-1

ISSN : 1760-8546

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 2 novembre 2017

Pagination : 71-88

ISBN : 978-2-7535-6465-7

ISSN : 0029-182X

Référence électronique

Simon Maraud et Caroline Desbiens, « Eeyou Istchee – Baie James, vers un capital environnemental mixte ? », *Norois* [En ligne], 243 | 2017, mis en ligne le 20 septembre 2019, consulté le 15 mars 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/norois/6095> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/norois.6095>

Eeyou Istchee – Baie James, vers un capital environnemental mixte ?¹

Eeyou Istchee – James Bay, towards a Mixed Environmental Capital?

Simon MARAUD^a et Caroline DESBIENS^b

^a GEOLAB – université de Limoges, faculté des lettres et des sciences humaines – 39E rue Camille-Guérin, 87 000 LIMOGES, France. (simon.maraud@gmail.com)

^b Université Laval, Département de géographie, Pavillon Abitibi-Prince – 2045, rue de la Terrasse, G1V 0A6, QUÉBEC (Québec), Canada.

Résumé : La Baie James (Eeyou Istchee) est un territoire subarctique du Québec sujet à différentes types d'investissement dans l'environnement. Ceux-ci sont longtemps apparus comme le résultat d'un rapport de domination entre le gouvernement québécois – et sa vision du champ environnemental – et les Autochtones de la région – les Cris (Eeyouch). Suite à l'activisme politique de ces derniers, l'hégémonie du système de valeurs capitaliste occidental a graduellement intégré certains investissements crs dans le développement de la région. Cette redéfinition du capital environnemental de la Baie James pose un certain nombre de questionnements. Cet article a pour objectif de mettre en lumière si la construction du capital environnemental est aujourd'hui une véritable remise en question d'une vision de la nature ressourceuse – mêlant alors ontologies occidentale et crie – ou bien une nouvelle forme de capitalisme socialement et moralement plus acceptable.

Abstract: James Bay (Eeyou Istchee) is a subarctic territory located in the province of Quebec. The region is subject to different types of environmental investment. They have been seen as the result of the power relationship between the government of Quebec – and its vision of environmental values – and the local Indigenous people – the Crees (Eeyouch). Because of Cree activism, the hegemony of the Western capitalistic system of values has gradually integrated a few indigenous investments within the development of the region. This paper aims to determine if the environmental capital construction genuinely challenges the resourcist approach to nature – mixing Western and Cree ontologies – or is simply a socially and morally more acceptable new form of capitalism.

Mots clés : Capital Environnemental – Autochtonie – Colonisation – Investissement – Domination – Eeyou-Istchee – Baie James – Cris-Eeyouch – Parc National

Keywords: Environmental Capital – Indigeneity – Colonization – Investment – Domination – Eeyou-Istchee – James Bay – Crees-Eeyouch – National Park

1. Le terme, Eeyou Istchee (« la terre du peuple »), est l'appellation en langue crie de la Baie James. L'appellation double devient de plus en plus courante au Québec depuis la création du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee – Baie James le 1^{er} janvier 2014. Dans cet article, nous utilisons les deux termes selon la période historique de référence.

INTRODUCTION

« Le capital saisi dans l'instant est un produit de l'histoire qui va produire l'histoire » Bourdieu (2002).

Le Nord québécois est un espace dont le capital environnemental a subi de nombreuses mutations. Le capital environnemental correspond aux investissements liés à l'environnement réalisés par les divers acteurs du territoire. Ces investissements s'établissent à partir des représentations, intérêts et systèmes de valeurs spécifiques aux acteurs concernés (Richard *et al.*, 2015). Ainsi, s'intéresser au capital environnemental de la Baie James, c'est en comprendre sa construction au sein d'une arène aux enjeux et aux stratégies multiples. Waddell disait « Le rôle que l'on attribue à la culture s'applique autant au domaine symbolique qu'au domaine matériel [...]. Le sens que l'homme donne aux choses devient aussi important que les choses elles-mêmes » (Waddell, 1976, cité par Bonnemaïson, 1981), ce qu'il appellera l'« écologie culturelle ». Cette idée se rapproche beaucoup de celle de capital environnemental, à savoir le sens que l'humain attribue à la Nature, à son environnement et bien sûr à son rôle et sa position au sein de cet ensemble. Cela va influencer sur sa territorialité, ses pratiques spatiales, et sa vision ou « *worldview* », pour employer le terme de Berkes (1999).

Mais ce qui fait la pertinence du capital environnemental est le résultat des jeux d'acteurs qui peuvent exister entre ces « écologies culturelles ». Cette approche permet alors l'analyse des concurrences entre différentes valeurs au sein du champ environnemental (Richard *et al.*, 2015). En d'autres termes, l'environnement est une référence constante à une construction sociale et idéologique. Chacun des acteurs présents au sein de ce champ va s'identifier à des systèmes de valeurs spécifiques en fonction de ses intérêts propres. Or, chaque champ est l'objet de lutte (Bourdieu, 2002, p. 113), et il en est de même pour le champ environnemental. En analysant le capital environnemental de la Baie James, il s'agit en réalité de comprendre ces luttes ainsi que leurs résultats concrets. Ce rapport de force prenant place à la Baie James – au sein de son champ environnemental – va engendrer la mise en lumière du monopole, de la concurrence puis de la redéfinition des valeurs du capital environnemental de cette région du Nord.

Cet article aura pour but d'apporter une étude critique de l'évolution du capital environnemental de la Baie James. C'est à partir d'une démarche empirique que ce travail cherchera à contribuer à l'élaboration de la grille de lecture qu'est le « capital environnemental ». En effet, il s'agira ici d'étudier la Baie James – puis la communauté d'Ouje-Bougoumou – à partir d'une question : Vers quel type de capital environnemental se tournent les acteurs de la Baie James ? Au fil du temps et des événements qui ont pris place dans cette région, la construction du territoire a priorisé différentes formes de valeurs et s'est heurtée à un jeu d'acteurs aux intérêts divergents.

La Baie James est un territoire subarctique du Québec sujet à différents types d'investissement dans l'environnement. Cet espace fut l'objet de confrontation entre deux visions de la nature, l'une autochtone – celle des Cris – et l'autre occidentale – celle des Québécois du Sud. Nous chercherons ici à identifier les différents enjeux qui ont pris place à la Baie James suite au rapport de force engendré par la colonisation québécoise du Nord de la province. Il s'agira donc d'analyser en quoi ce qui fût d'abord une dichotomie entre deux systèmes de valeurs environnementales tend aujourd'hui vers une complémentarité, voire hybridité, dans la construction socio-territoriale de la nature à la Baie James.

MÉTHODE

Ce travail découle d'une recherche qualitative menée dans le cadre d'un doctorat. Comme ce sera explicité plus tard dans l'article, la notion de capital environnemental est académique et a été réfléchi au sein d'un laboratoire, et ensuite d'un colloque, tous deux dans une ville occidentale. Certes, ce travail cherche à prouver qu'elle peut s'appliquer au territoire concerné par l'étude, mais il ne démontre en aucun point qu'elle émane d'un champ lexical exprimé par les acteurs lors de rencontres au Québec. Au contraire, il s'agit de questionner la pertinence de son application suite à une étude empirique. En effet, cet article repose sur plusieurs périodes de terrains menées entre 2014 et 2016 et qui ont alimenté cette réflexion sur la grille de lecture « capital environnemental » *a posteriori*. Ces terrains correspondent à un ensemble d'entretiens semi-directifs mais aussi à des discussions informelles et de l'observation participante,

qui permettent d'avoir accès à des matériaux discursifs intéressants à analyser et à exploiter. Bien sûr, ces terrains ont été accompagnés d'un travail bibliographique mêlant une littérature scientifique – principalement issue du courant de la géographie critique anglo-saxonne – et grise – comprenant des communications touristiques, gouvernementales et industrielles. Il s'agit donc d'un travail s'inscrivant dans la posture critique envers le modèle occidental capitaliste, mais également envers certaines instances autochtones.

« Il faut restituer les dynamiques observées localement [...] dans un cadre plus large et rester sensible aux effets d'échelles » (Morange et Schmoll, 2016). Il semble que le capital environnemental permet ce procédé avec ces territoires, afin de ne pas tomber dans le localisme mais bien d'élargir l'étude. Dans ce cas, si le travail porte au départ sur un parc national, ce dernier se trouve au sein d'un chevauchement territorial et institutionnel fort complexe – comme le montre la figure 1 (**planche X**) – qu'il est indispensable de traiter pour saisir les enjeux de manière plus complète.

EYYOU-ISTCHEE – BAIE JAMES, LA CONSTRUCTION POLITIQUE D'UN ESPACE EMBLÉMATIQUE

La « décolonisation » par la colonisation

Le Nord québécois a subi de très nombreux changements au cours du dernier siècle. Tout d'abord, rappelons que le Québec n'a pas toujours disposé des mêmes limites territoriales. En effet, entre la Proclamation royale de 1763 – mettant fin à la Nouvelle France et créant ainsi la province de Québec – et 1927, les frontières administratives de la province ont été mouvantes (Lasserre, 2004). Mais c'est véritablement à partir de 1898 puis 1912 que le Québec va prendre une dimension nordique et subarctique. L'extension territoriale de la province, due à l'acquisition de nouvelles terres récemment fédérales, change profondément le caractère géographique du Québec qui restait centré sur la vallée du Saint-Laurent, soit aujourd'hui le sud du territoire. Ce qui était alors connu sous le nom de « Terre de Rupert » – propriété de la Compagnie de la Baie Hudson qui avait alors le monopole de la traite de four-

rure – passa entre les mains de la Confédération qui la répartit, après son acquisition définitive de 1870, entre différentes provinces. Le Québec devient ainsi un territoire nordique, qui sera éventuellement défini par les « valeurs polaires » de Louis-Edmond Hamelin (1975), dans son fameux ouvrage *Nordicité canadienne*. Pour autant, le Québec considéré comme étant *habité*, ou *humanisé*, reste bien celui du Sud (Chartier, 2004). Il faudra d'ailleurs de très nombreuses années avant que le second Québec – correspondant à celui au-dessus du 49^e parallèle – soit intégré dans les politiques et les mentalités du premier, s'appliquant au bassin de population « historique » de la vallée du Saint-Laurent (Hamelin, 2005). Il s'agit donc d'un espace oublié et qui restera marginal jusqu'à la fin de la Révolution Tranquille, cette dernière prenant son envol avec l'élection de Jean Lesage et son fameux slogan « Maîtres chez nous. » En 1971, Robert Bourassa, qui est alors Premier ministre du Québec, lance le « Projet du Siècle² ». Il s'agit de mettre en valeur des rivières du Nord de la Baie James en construisant de gigantesques barrages afin de provisionner les villes du Sud en électricité (Desbiens, 2013). Ces mégaprojets symbolisent parfaitement une mouvance politique qualifiée par Canobbio (2009) de « nordisme politique », qui correspond à un regain d'intérêt d'un gouvernement – celui du Québec dans ce cas-ci – pour ses périphéries nordiques. Ce qui était alors considéré comme un espace hostile, lointain et sans valeur passe alors au centre des ambitions politiques provinciales.

Il est particulièrement intéressant que, pour le Québec, les deux entreprises, qu'étaient la Révolution Tranquille puis les barrages de la Baie James, avaient pour objectif d'exploiter les nombreuses ressources du territoire afin de s'émanciper de l'autorité d'Ottawa et devenir une province forte à l'échelle fédérale et internationale. Ainsi, c'est avec une volonté de « décolonisation » que la poussée québécoise vers le Nord s'est opérée. Le terme « décolonisation » est ici employé dans le sens de l'affirmation territoriale et politique de la province car Lesage et Bourassa n'avaient pas d'ambitions

2. Le projet de Bourassa s'inscrivait dans la suite logique du « Maîtres chez nous », – slogan de la campagne du Parti libéral du Québec en 1962 – en repoussant les frontières de la vallée du Saint-Laurent pour aller à la « conquête » de l'entièreté du territoire québécois (Bourassa, 1973; Desbiens, 2013).

séparatistes mais prônaient plutôt un nationalisme économique (Desbiens, 2013). C'est pourtant bien un processus de colonisation qui a été mis en place au Québec dans les années 1970 avec le « Projet du siècle ». Pour prouver la modernité du Québec *via* cet ambitieux projet d'ingénierie, il fallait réaffirmer l'autorité et l'intégrité territoriale de la province au sein de ses périphéries, à savoir la Baie James. Pourtant, ce nordisme politique québécois a été responsable de la marginalisation brutale des Cris et des Inuit dans ce projet national d'envergure.

La (re)découverte des Autochtones du Nord

Si l'ambition nordiste de Robert Bourassa a su rallier le Québec laurentien, chez les Cris – la population autochtone majoritaire de la Baie James –, le développement du Nord fit face à de vives protestations. Les contestations de la Nation crie des années 1970, puis 1990, furent des épisodes charnières pour le Canada³. Il est intéressant de constater que ces deux périodes de rupture ne correspondent pas aux mêmes stratégies. Dans les années 1970, les Cris – par le biais des tribunaux – condamnent les actions du gouvernement, ce qui mènera au premier traité moderne du Canada, la Convention de la Baie James et du Nord Québécois⁴ (CBJNQ). Mais lors du projet Grande-Baleine de 1990 – qui correspond à la suite du projet des années 1970 – les Cris s'opposent de manière tout à fait différente puisqu'ils ont choisi d'investir la scène internationale et non plus uniquement canadienne. Les Cris et les Inuit ont alors eu une voix nettement plus

retentissante, et cela notamment grâce au voyage en *Odeyak*⁵. L'exploitation du Nord a été socialement acceptée au Sud car il s'agissait d'un front peu nuisible, puisque lointain et au sein de terres dites « vierges ». Cependant, les « Sudistes » ont progressivement pris connaissance d'une réalité nordique : le territoire est habité par des Premières Nations et des Inuit. Louis-Edmond Hamelin parle des « Sudistes » pour qualifier les habitants « d'un pays froid qui, au plan des mentalités et des actes, tient insuffisamment compte des situations du Nord ; en cela, (le sudiste) s'oppose au « nordiste ». L'ensemble des comportements « sudistes » individuels forme un système politique, culturel et économique » (2005, p. 19). Cela montre une fois de plus à quel point il existait deux réalités québécoises, séparées par le 49° parallèle.

Jamais de tels aménagements n'auraient été possibles au Sud : en effet, puisque l'empreinte environnementale entraînée aurait été visible au sein de l'espace vécu des Québécois, la « charge émotive » n'aurait pas été la même (Hamelin, 2005, p. 26-27). Là encore, c'est donc bien la dimension subjective du territoire qu'il est nécessaire de prendre en compte pour l'appréhension de cette problématique (Bailly, 1995, p. 369).

Le concept de « réduction » de Jean Jacques Simard (2003) permet de bien saisir les enjeux de l'époque au Québec. La réduction correspond à la condition sociale de classe des Amérindiens dont l'essence découle de l'opposition entre Blancs et Autochtones (Simard, 2003). Cette condition a été, depuis la colonisation, constamment cadrée, maîtrisée, dans le but de refouler le caractère autochtone des terres à conquérir (Simard, 2003). « [Les Amérindiens] se trouvent comme emmurés (pratiquement et intellectuellement) dans un univers clos et simplifié, hors de l'espace-temps où se déploiera la société ouverte et complexe à laquelle ils appartiendront, bon gré mal gré » (Simard, 2003, p. 27). Dans le cas de la Baie James, le gouvernement ne souhaitant pas réduire l'espace – géographique, politique, juridique, économique – des populations québécoises du Sud de la province, il était bien plus simple d'appliquer un tel système dans le Nord autochtone. Mais le

3. Les Cris (« Eeyouch ») sont répartis dans neuf villages et représentent une population d'environ 18 000 personnes. Ils sont représentés par le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) : [<http://www.gcc.ca/gcc/gccnav.php>].

4. La CBJNQ fut signée dans le cadre de la politique fédérale de revendications globales adoptée en 1973 [<https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100030577/1100100030578>]. Au Canada, les Premières Nations relèvent du gouvernement fédéral en vertu de la Loi sur les Indiens, qui date de 1876 et a connu de nombreuses modifications depuis [<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/i-5>]. La signature de traités dits « modernes » permet aux peuples autochtones de remplacer la loi par un cadre de gouvernance établi par le traité, notamment au niveau de la santé, de l'éducation, de la sécurité et de la gestion des territoires. Chaque traité est établi en fonction des besoins et du contexte particulier des nations signataires (Desbiens et Hirt, 2013). La CBJNQ établit trois catégories de terres pour la Baie James (e.g. Gagnon et Rocher, 2002). Brièvement, les terres de catégorie I sont à usage exclusif des Cris, c'est là que se trouvent les villages cris ; les terres de catégorie II sont provinciales mais les Cris ont un usage exclusif concernant les activités traditionnelles (chasse, pêche et piégeage) ; les terres de catégorie III sont provinciales et partagées entre Jamésiens et Cris. La figure 1 représente notamment la répartition de ces catégories.

5. Le voyage en *Odeyak* correspond à la descente, en 1990, des Cris et des Inuit à New York depuis Whapmagoostui pour protester contre le projet Grande-Baleine lors de la journée de la Terre devant le siège des Nations Unies.

« Projet du siècle » touchait directement l'espace de vie des Cris, et ces derniers décidèrent, contrairement aux attentes du gouvernement, de mettre en place un ensemble d'actions afin de protester contre l'impact des barrages sur la socio-nature d'Eeyou Istchee. L'apparition d'actions « coup de poing » et de poursuites judiciaires de la part de la Nation crie a été un véritable choc pour le Québec, qui ne s'attendait pas à une telle mobilisation. Ce fut le départ d'un long processus de confrontation entre le gouvernement et les Cris (Savard, 2009). Pourtant, aucune politique n'a été vraiment remise en cause. Certes, le Québec a reconnu l'existence des Autochtones, certaines des politiques de front d'exploitation ont été revues, mais la véritable idéologie ressourciste et capitaliste n'a pas été l'objet de questionnements de fond. Voilà pourquoi les Cris – et les Inuit – décidèrent, en 1990, de continuer leur combat sur la scène internationale. Cette stratégie eut un degré d'impact bien plus important et révéla à la société dominante que les actions qu'elle juge peu nuisibles ont en réalité des conséquences très néfastes sur des populations aux conditions déjà difficiles. Ces différentes campagnes véhiculèrent également une image très négative du Québec dans sa façon de s'appropriier le Nord (Soyez, 1995).

En plus de la lutte juridique, il a donc été question de rendre visible la cause de la Nation crie contre l'exploitation et la conquête d'Eeyou Istchee. L'imaginaire géographique populaire se construit à partir de plusieurs supports dont celui médiatique qui est un véritable « constituant d'objet » pour reprendre le terme de Derek Gregory (2001, p. 86). Ainsi, c'est notamment *via* les médias que les Cris vont faire progresser leur combat afin de toucher l'opinion publique et son imaginaire. Les défenseurs du projet ont donc dû revoir leur stratégie afin d'intégrer de nouvelles dimensions – telles que la prise en compte des nuisances environnementales sur le mode de vie des Autochtones – et montrer une nouvelle « image de la réalité » (Soyez, 1995, p. 64).

Au sein de cette lutte, ce n'est pas n'importe quelle image de l'Autochtone qui fut véhiculée, mais celle de l'« Indien écologique » (Krech III, 1999). Il s'agit, une fois encore, de répondre à une attente occidentale de ce qu'est un Autochtone. Il ne faut pas oublier qu'au Québec – comme au Canada – les Autochtones contemporains restent particulièrement méconnus – car marginalisés – par

les Allochtones. Or, c'est souvent la représentation romantique qui les caractérise (Krech III, 1999; Berkes, 1999; Roué, 2003; Carlson, 2009). L'*Indien écologique*⁶ correspond à l'idée du *Bon Sauvage* qui vit en harmonie avec la nature et dont le mode de vie comprend de très fortes aménités, ce qui s'inscrit ainsi dans une logique non-monnaire. Cette authenticité *anti-moderne* reste bien sûr très critiquable d'un point de vue postcolonial car elle remettrait en cause l'idée même que les Autochtones puissent avoir un quelconque impact sur leur environnement (Cronon, 1986; Gregory, 2001).

Cette instrumentalisation de l'Autochtonie s'est avérée être particulièrement efficace puisqu'elle a permis nombre d'ententes et de traités dont les principaux sont la CBJNQ, signée en 1975, puis l'*Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec* de 2002 (surnommée « Paix des Braves ») et enfin la récente *Entente sur la Gouvernance dans le territoire Eeyou Istchee Baie James* signée en 2011. Au fil de l'évolution et de la mise en œuvre de ces ententes, les Cris sont devenus des acteurs centraux de leur territoire. Ce processus a tout de même mis un certain temps avant de se mettre en place. Par exemple, la CBJNQ comprenait un certain nombre de problèmes. Tout d'abord, elle n'a pas été signée par altruisme envers les Cris et les Inuit mais bien pour rendre possible la « mise en valeur » de la région et de mettre fin aux conflits avec les Autochtones (Mulrennan et Scott, 2005). Ce n'est donc pas la reconnaissance d'un système de valeurs environnementales autochtone pour une nouvelle forme de gouvernance qui caractérisait la CBJNQ; celle-ci était plutôt basée sur l'idée de « compensations ». Cette distinction est particulièrement importante : la CBJNQ ne prétend pas renégocier ou accepter toute forme d'alternative quant à la vision de la nature et la nécessité de développer la Baie James. Plutôt, elle vise à rendre l'imposition de ce schéma de planification du territoire et des ressources moins désastreuse pour les communautés concernées (Mulrennan et Scott, 2005; Feit, 1980).

Graduellement, les Cris ont pu se réapproprier la gouvernance de leur territoire suite à leur intégration au sein des investissements québécois. Cette intégration s'est faite en raison des différents accords de partenariat dans le développement de la Baie James

6. Il existe également l'image de l'Autochtone urbain qui est souvent négative, mais ce n'est pas l'objet de cette analyse.

et a permis l'autonomisation des Cris dans le processus. En plus des compensations financières, ils ont progressivement obtenu une voix dans la prise de décisions sur le développement et l'aménagement de leur territoire.

La Baie James relève donc de l'espace emblématique par excellence et cela à différentes échelles et selon diverses catégories d'acteurs. Pour le Canada, la Baie James est la terre où a été signé le premier traité moderne entre le pays et les Autochtones. Pour le Québec, la région est un pilier de la société moderne québécoise suite à la Révolution tranquille. Enfin, pour les Autochtones – principalement du Québec –, c'est un modèle d'émancipation et de prise de responsabilité au sein de terres ancestrales.

Ces différentes interprétations emblématiques de l'espace donnent lieu à des concurrences entre capitaux environnementaux occidentaux et cris. Pourtant, progressivement, ceux-ci vont tendre vers une seule et même perspective : le développement.

DE L'ANTAGONISME DE DEUX CAPITAUX ENVIRONNEMENTAUX VERS LE PRISME DU « DÉVELOPPEMENT »

Deux visions du capital environnemental

Comme toute terre colonisée, le Nord québécois est devenu l'objet de constructions socio-politiques multiples. Au sein de ces constructions, les imaginaires géographiques ont occupé une place prépondérante. En effet, la « géographie imaginative », pour employer le terme d'Edward Saïd (1978), devint un outil colonial – puis décolonial – particulièrement efficace afin de légitimer, justifier et également glorifier le nordisme de Bourassa. Cela s'est traduit par la création d'un capital environnemental du Nord par la métropole québécoise – c'est-à-dire l'axe Montréal-Québec, où les centres de décisions se trouvent – basée sur deux éléments principaux : la *terra nullius* et une vision des ressources naturelles comme étant illimitées (voir Bourassa, 1973). Le discours découlant des logiques séculaires coloniales amplifie l'écart entre le territoire colonisé et colonisant (Saïd, 1978 ; Gregory, 2001 ; Tuan, 2001). Ainsi, en faisant de la Baie James un projet d'envergure « nationale », le gouvernement Bourassa accentue le décalage existant déjà entre le Québec laurentien et le Québec nordique, affirmant ainsi

leur rapport de force asymétrique. En effet, Robert Bourassa faisait de la mise en valeur industrielle de la Baie James – avec HydroQuébec, soit la société d'État en charge de la construction, puis de la gestion des barrages – un projet identitaire, puisque renforcer l'économie du Québec équivalait à consolider son identité ; chaque ouvrier, s'apparentant à un pionnier des temps modernes, était considéré comme un héros national (Desbiens, 2013).

Il s'agissait d'une « décolonisation » du Québec par la colonisation interne de « son » Nord. Or, dans ce nouveau capital environnemental, une dimension fondamentale de la Baie James est ignorée, les Autochtones. C'est donc en intégrant un rapport de domination brutal que le Sud convertit la nature nordique en bien économique.

Dans les années 1970, la construction du capital environnemental de la Baie James a été conçue par les Québécois allochtones pour les Québécois allochtones. Jean Jacques Simard explique : « [Les Amérindiens demeurent] à la place toute spéciale qui leur a été graduellement taillée depuis plus de trois siècles par la société canadienne, laquelle se résume, paradoxalement, à ne pas avoir de place » (2003, p. 23). Cela se vérifie tout à fait avec l'élaboration du capital environnemental occidental de la Baie James qui ne laisse aucune place pour les Cris. En d'autres termes, il s'agissait d'une vision « sudiste » du Nord. En 1971, le « Projet du siècle » de Robert Bourassa proposait de dominer la nature à l'extrême par la technique et l'ingénierie. Il est vrai que les barrages et réservoirs de la Baie James sont des ouvrages impressionnants, voire fascinants, tant ils symbolisent l'empreinte humaine sur la nature. Cette colonisation du Nord relève d'une approche technocentrique du capital environnemental (Castree, 2001b). C'est dans une conception capitaliste que le Québec entreprend ses investissements renforçant alors le dualisme entre ce qui était présentée comme de la *wilderness* et la société occidentale (Smith, 1996 ; Castree, 2001b).

Ce prométhéisme (Soper, 1991 cité par Castree, 2001b) s'oppose fondamentalement à ce qui serait la conception crie du capital environnemental. Nous l'avons dit, l'environnement, comme la nature, est avant tout une construction sociale et politique faite à partir de valeurs et de représentations (Richard *et al.*, 2015 ; Castree, 2001a). La colonisation sudiste du Nord n'a pas dépossédé les Cris de leur

capital environnemental – puisqu'il semble difficile de déposséder une entité d'une construction socio-politique – mais de leur territoire ancestral. Ce processus a été mis en place suite à la marginalisation des acteurs autochtones au sein du capital environnemental québécois. Ainsi, c'est une domination de valeurs occidentales pour la conversion de capitaux en valeurs marchandes qui prend place ici. En excluant les Cris de l'ensemble des investissements dans le capital environnemental de la Baie James, ceux-ci ont progressivement perdu de larges pans de leur territoire. C'est donc par la marginalisation des Autochtones dans les plans d'aménagement de la Baie James et dans sa conception capitaliste et technocentrée que le gouvernement québécois et les développeurs qui l'accompagnaient ont pris possession d'Eeyou Istchee. Cette terre caractérisée par son économie mixte, largement préindustrielle – celle des Cris – est ainsi devenue le centre de la modernité québécoise suivant les logiques de l'économie mondialisée. Cette marginalisation des Cris au sein des investissements révèle à la fois l'ambition capitaliste du Québec à cette époque mais également l'approche paternaliste du gouvernement dans son appréhension de l'environnement cri. Les valeurs environnementales mises en avant par le « Projet du Siècle » sont très clairement orientées sur la composante productive de l'environnement. Penser que les ressources naturelles de la Baie James sont *gaspillées* car non mises en valeur – c'est-à-dire exploitées pour l'économie de marché – revient à dire qu'il est rationnel et logique de remédier à cette situation. En d'autres termes, c'est une confrontation entre la mobilisation du savoir « scientifique » et occidental de la nature et le mode de vie cri qui est en jeu. En faisant du capital environnemental sudiste de la Baie James un élément reconnu scientifiquement – donc « objectivement » –, la région a été la scène de l'imposition d'un capital occidental, écrasant ainsi celui cri. Le territoire est devenu une réalité sudiste excluant alors l'environnement cri et l'ensemble de ses valeurs jusqu'ici présentes et leurs applications territoriales aux impacts limités. Bien sûr, une telle approche de l'environnement n'est en rien neutre. Au contraire, comme l'avance Neil Smith (1990), la nature est un produit social, en faire un objet « externe » est par définition le résultat d'une « idéologie de la nature ». Il est fréquent que des comportements scientifiques soient

dès lors politiquement biaisés et répondent à des attentes et des critères eux-mêmes définis par la société occidentale et ses intérêts (Harvey, 1974; Castree, 2001a).

Ceci explique en partie pourquoi, face à cette définition du capital environnemental de la Baie James selon des critères occidentaux, les Cris – accompagnés des Inuit – ont mis en place de nombreuses actions pour lutter contre la « mise en valeur » du territoire et la construction d'une Baie James omettant Eeyou Istchee.

Il existait clairement un rapport de force entre le gouvernement développeur et la Nation crie, et cela sur les plans politique, social, culturel, idéologique, environnemental et géographique. Face aux valeurs dominantes occidentales, les Cris ont affirmé des valeurs culturelles spécifiques dans la conception d'un capital environnemental autochtone.

Si dans le mégaprojet de Bourassa, l'environnement est vu comme une ressource à exploiter, le Nord et l'Autochtone font également partie des géographies imaginatives de l'*Ailleurs* et de l'*Autre* (Saïd, 1978; Tuan, 2001). C'est cette deuxième dimension du capital environnemental du Nord québécois que les chefs cris vont chercher à souligner lors des manifestations. Il peut sembler paradoxal que la construction du Nord québécois soit à la fois synonyme de terres à développer mais aussi de terres pures, vierges, une sorte d'« espace mythologique » (Chartier, 2004, p. 9). Les Cris avaient donc pour objectif de mettre en évidence le paradoxe de cette double dynamique qu'est la représentation romantique du Nord et l'ambition coloniale ressourciste.

Les représentations de la société dominante ont été mobilisées dans le processus d'émancipation des dominés (Maraud et Guyot, 2016). Les Cris ont donc cherché à affirmer leur présence au sein de leur territoire en réutilisant certaines des valeurs constitutives du « champ environnemental » occidental du Nord québécois.

Aujourd'hui, la résilience des Cris au sein de leur territoire – de même que leur poids politique indéniable à la Baie James et à l'échelle de la province – est la preuve que leur statut a changé, d'un point de vue juridique mais aussi au sein du capital environnemental.

De la Baie James en tant qu'« espace de l'inhumain » (Chartier, 2004) à la Baie James comme terre autochtone, soit Eeyou Istchee, il y a eu un long

chemin mais qui a entraîné de grands changements dans la construction du Nord québécois. Le fameux « Maîtres chez nous » de la Révolution tranquille et les valeurs qu'il comprenait ont perdu en légitimité et s'apparentaient plutôt à un capital environnemental excluant et impérial plutôt que le renforcement de l'identité québécoise. Comme le rappelle Badie (1995), l'appropriation territoriale au nom de l'identité tend vers l'homogénéisation socio-territoriale et non pas vers la pluralité culturelle.

Nous pouvons dès lors nous poser la question à savoir si cette nouvelle intégration des Autochtones a permis la naissance, ou renaissance, d'un capital environnemental autochtone, au sein duquel les valeurs crie seraient hégémoniques. La réponse est non. Mais cette terre de coexistence, voire de partenariat, serait-elle à l'origine d'un capital environnemental hybride ?

Une convergence vers le capital économique ?

Il paraît bien difficile d'imaginer un retour au capital environnemental d'Eeyou Istchee antérieur aux années 1970. Les grands barrages de la Baie James sont aujourd'hui partie intégrante de la région, ils en restent l'une des caractéristiques fondamentales. Il existe d'ailleurs un tourisme industriel pour visiter cet « exploit humain⁷ ». L'idée romantique du « *back to nature* » où les valeurs environnementales autochtones pures priment n'est donc pas envisageable (Castree, 2001b, p. 203). En revanche, un capital environnemental hybride, résultat d'une fusion de deux systèmes de valeurs, paraît tout à fait concevable.

Pendant la lutte contre les barrages de la Baie James, ce sont deux visions de l'environnement qui se sont affrontées, celle des Crie et celle des Québécois du Sud. Entre ces deux conceptions du territoire et de l'*habiter*, il existait une véritable rupture, même un antagonisme, entre le capital environnemental cri et celui québécois. Pourtant, avec le temps, la dimension frontale prédominante de ces

deux conceptions de la nature a peu à peu laissé place à des démarcations floues et ainsi créé un capital environnemental mixte. Cette porosité nouvelle entre Eeyou Istchee et la Baie James s'explique par différents facteurs ; nous nous intéresserons ici à deux principaux.

Sur le plan économique, les communautés autochtones font aujourd'hui face à de nouvelles problématiques liées à l'industrialisation et à la mixité de leur économie (traditionnelle et de marché). Parmi celles-ci, se pose la question de l'emploi. Les communautés autochtones sont en général touchées par de forts taux de chômage au Canada. Les conditions socio-économiques entre Autochtones et Allochtones sont différentes⁸ et cela de façon significative. De manière non exhaustive, l'espérance de vie, les revenus, les chances de diplômes, les taux de suicide et l'alcoolémie ne sont pas les mêmes chez les Autochtones et chez les non-natifs. Il devient donc primordial pour les communautés de sortir du cercle vicieux de l'ilot de « Tiers-monde⁹ » au sein d'un pays économiquement privilégié. Pour cela, les dirigeants se doivent d'intégrer le « développement » dans les perspectives d'avenir, afin de répondre à une demande d'emploi toujours plus importante. Les Crie ont réussi, grâce aux compensations financières prévues par les ententes ou lors de contrats privés, à créer de nombreuses entreprises autochtones et imposer un certain pourcentage de travailleurs issus des communautés dans les grandes exploitations (mines ou foresterie par exemple).

En second lieu, sur le plan politique, la nouvelle *Entente sur la Gouvernance dans le territoire Eeyou Istchee Baie James* met en place un système politique novateur basé sur la cogestion territoriale. Cette entente met en avant les relations entre les Crie et les Québécois en matière de gouvernance tout en appuyant l'importance du développement. L'entente souhaite « mettre l'accent dans [les] relations [entre les parties] sur ce qui les unit et sur leur volonté commune de poursuivre le développement du Nord du Québec et de favoriser l'épanouissement de la nation crie, qui doit demeurer riche de ses héritages culturels, de sa langue et de son mode de vie traditionnel dans un contexte de moderni-

7. Le site de visite du complexe dit même : « Émerveillez-vous au pied d'un barrage aussi haut qu'un immeuble de 53 étages. Et laissez-vous impressionner par l'escalier du géant qui comporte dix marches équivalant chacune à deux terrains de football. Peu importe où votre regard se posera, vous serez ébloui par le gigantisme et la majesté des lieux. » En ligne : [<http://www.hydroquebec.com/visitez/baie-james/bourassa.html>] (dernier accès 29 mars 2016).

8. Le gouvernement fédéral du Canada a conduit plusieurs études à ce sujet. En voici un exemple : [<http://www.csc-ccc.gc.ca/autochtones/002003-1008-fra.shtml>].

9. Jean Malaurie (1985) parlera de « Tiers Monde boréal » pour les Inuit.

sation croissante » (2011, p. 1). Le gouvernement d'Eeyou Istchee – Baie James est ainsi conçu pour réunir à la table des décisions – et de manière équilibrée – les Cris et les Québécois (ce qui permet de remplacer la Municipalité de la Baie James, la Municipalité régionale de comté et la Conférence régionale des élus).

L'évolution de la Baie James tend vers une véritable porosité en matière de gouvernance et d'objectifs entre les Cris et le gouvernement provincial. Une notion semble être phare pour la région : le *développement*. D'ailleurs, les deux dimensions – économiques et politiques – précédemment évoquées entendent renforcer ce dernier. Sur le plan économique, si les communautés crie sont considérées comme plus dynamiques et en meilleure santé que certaines autres, c'est bien car elles bénéficient de l'intégration dans les investissements dans la composante productive de l'environnement. Ensuite, comme nous le montre l'extrait, la nouvelle entente spécifie que l'intégration des Cris se fait dans le but de « poursuivre le développement » et dans un « contexte de modernisation croissante. » Plus loin, il est également question de « croissance économique dans ce Territoire, » et celle-ci est centrée sur la question du développement et de la gestion des ressources naturelles (Entente, 2011). Il est vrai que cette entente accorde un pouvoir de gouvernance au gouvernement régional cri mais spécifie tout de même que celui-ci a besoin de l'accord du gouvernement du Québec. Cela se vérifie notamment pour les questions touchant à la « planification du Plan régional de l'utilisation des terres et des ressources, » qui passe par un ensemble d'acteurs ; c'est bien le ministre des Ressources naturelles et de la Faune qui approuve ou non un projet, au départ élaboré par la Nation crie (2011). En d'autres termes, au sein de la réduction précédemment évoquée, le gouvernement offre une ouverture possible dans le cadre du régime, celle qui pourrait amoindrir l'ampleur de la réduction économique, et cela par le développement. Mais comme l'explique Simard (2003), cet accès au développement reste très limité et en marge de l'économie des « Blancs. »

Peut-on alors parler de capital environnemental hybride ? Cela ne semble pas très pertinent car il s'agit de l'intégration des Cris au sein du développement de la Baie James. Et bien que le gouvernement québécois n'est plus ce que Bourdieu nomme

« détenteur de la légitimité » il paraît plus juste de mentionner un capital environnemental aux valeurs mixtes mais qui reste, quant à lui, occidental.

Si le capital environnemental de la Baie James n'est pas autochtone, ni hybride, mais occidental, il semblerait que la « décolonisation » d'Eeyou Istchee, du moins l'émancipation des Cris, n'ait été envisageable qu'à partir du moment où il y a eu acceptation d'une certaine colonisation québécoise. Cette acceptation de la colonisation se traduit par un objectif, aujourd'hui partagé par les Cris et le gouvernement québécois, de convertir le capital environnemental en capital économique. Ainsi le territoire allait redevenir ce que Badie (1995) appelle un « contrat politique » grâce à l'intégration des Cris au sein des structures institutionnelles québécoises.

La prise en charge économique et politique des Cris est absolument indéniable aujourd'hui, leur intégration au sein des investissements dans le capital environnemental est un fait. Cependant, le cadre institutionnel et idéologique fait que la Baie James est vue comme étant avant tout une terre d'exploitation plutôt qu'une terre de pratiques ancestrales crie (Desbiens, 2006, 2013 ; Carlson, 2009) ; d'autant plus que le « développement » et la modernisation occidentale de la Baie James ont eu de très nombreuses répercussions négatives sur le système socio-culturel cri (Lathoud, 2005).

La Baie James suit une évolution paradoxale qui joint à la fois la « décolonisation » des Cris – grâce à de nombreuses avancées en termes de droits autochtones, territoriaux et ancestraux, et de gouvernance – et le renforcement et l'institutionnalisation du « développement » qui revient, selon Gilbert Rist (2007), à de l'« occidentalisation ».

Deux illustrations permettent d'identifier ce processus. Premièrement, la nouvelle entente sur la gouvernance d'Eeyou Istchee – Baie James met en place un gouvernement commun qui est partagé entre dirigeants crie et québécois. Dans une approche certes manichéenne, deux diagnostics sont alors possibles. L'un qui privilégie le fait que, grâce à ce gouvernement, les Cris peuvent prendre part de manière efficace aux investissements de la Baie James, et l'autre, rappelant que le système politique gouvernemental n'est en aucun cas d'origine autochtone et pourrait être comparé – dans une certaine mesure – à de la néo-assimilation. Deuxièmement,

Figure 2 : Photo du panneau du « Plan Nord » de la Chambre de commerce de Chibougamau, à l'entrée de Chibougamau 2015 (cliché S Maraud)
 Figure 2: Picture of "Plan Nord" signage by the Chibougamau Chamber of commerce at the entrance of Chibougamau 2015 (picture S Maraud)

l'une des politiques majeures de l'espace nordique québécois prône le développement intégré, s'il agit du Plan Nord. C'est un programme gouvernemental présenté comme étant un instrument pour le développement du Nord, non pas aux dépens des populations autochtones comme ça pouvait l'être au ^{xx}^e siècle, mais en les faisant participer à la « mise en valeur » de leur territoire, et le tout dans le respect de l'environnement¹⁰. Naturellement, cette vision officielle est très contestable à différents points de vue. Le Plan Nord a pour objectif la mise « en valeur du potentiel minier, énergétique, social, culturel et touristique du territoire québécois situé au nord du 49° parallèle¹¹ » (cf. site internet du Plan Nord). Comme le démontre cette citation du ministre Pierre Arcand, l'approche du Plan Nord est très généraliste et touche au développement dans de nombreux domaines. Un fait reste significatif, le Plan Nord touche un territoire regroupant 31 communautés autochtones pour 32 non-autochtones. Cette définition géographique orientée du Nord québécois permet de démontrer que le Nord est majoritairement allochtone. Ainsi, le gouvernement a une légitimité assurée dans la conception du Plan

Nord. Mais cette ambition est-elle l'institutionnalisation d'un développement capitaliste mondialisé – soit une forme contemporaine d'un front d'exploitation colonial – ou une ouverture socio-culturelle permettant de réduire la rupture géographique et mentale qui existe entre le Nord et le Sud (Rivard et Desbiens, 2011)?

Il est clair que le « développement » de la Baie James soulève de nombreuses questions. Le gouvernement Eeyou Istchee – Baie James et le Plan Nord touchent tous deux au capital environnemental. Aucun ne remet en cause le système de valeurs occidental quant à la nature, ils ont même tendance à le consolider. En faisant de la Baie James une région forte de l'économie québécoise et en intégrant les Autochtones dans cette économie monétarisée, le capital environnemental québécois n'a fait que se renforcer. L'intégration des Cris permet tout de même l'imposition de contraintes – souvent nouvelles – en matières environnementales et pour le respect des pratiques traditionnelles. Mais en intégrant cette notion phare du « développement », comme moyen incontournable pour accéder à l'amélioration des conditions autochtones, le gouvernement québécois continue d'inscrire sa relation avec les Cris dans une logique coloniale. En outre, le « développement » prôné par le Québec est basé sur une économie capitaliste mondialisée, ce qui par définition, est contraire à l'économie locale de la société crie. Cette dernière est en effet ce que Nicole Gombay (2013) appelle une « économie du lieu », c'est-à-dire un système ancré au sein du territoire ancestral et sur les particularités locales.

Il ne s'agit en aucun cas de nier l'amélioration des conditions et du confort de vie cris, ou d'affirmer que des « stratégies de déconnexion » par rapport au système capitaliste auraient forcément pu offrir ces mêmes dispositions mais bien que cela questionne sur la véritable maîtrise locale des investissements (Boyer, 2004).

Le capital environnemental de la Baie James n'est pas hybride mais tend vers des valeurs environnementales communes pour le développement, soit la conversion en capital économique. Les Cris sont longtemps restés absents des processus d'accumulation mais ont éventuellement pris part à l'arène d'acteurs et intégré les outils et logiques liés à ces processus dans la lutte contre le capital environnemental québécois de la Baie James. Cela se traduit

10. Cf. site internet du Plan Nord, consulté en 2016 : [<http://plannord.gouv.qc.ca/fr/>]. Le plan Nord a été lancé par Jean Charest en 2011, puis a été récupéré en 2012 par le Parti Québécois au nom de « Nord pour Tous » avec Pauline Marois, pour revenir aux mains des Libéraux en 2014 avec Philippe Couillard.

11. Il sera question ici uniquement de la partie du Plan Nord qui touche à la Baie James et aux communautés crie.

par une pluralité des investissements au sein de ce processus de conversion.

VERS DES INVESTISSEMENTS CRIS AU SEIN D'UN CAPITAL ENVIRONNEMENTAL OCCIDENTAL ?

Historiquement, la relation entre les Cris et le gouvernement québécois fut basée sur deux systèmes de valeurs qui étaient à l'origine antagonistes. Ce dualisme est progressivement apparu flou allant jusqu'à la transformation de ce qui était un rapport de force en un partenariat économique et politique. Cette étude critique a finalement démontré que ce partenariat était fondé sur une relation asymétrique renforçant les structures idéologiques – notamment concernant la nature – découlant de la colonisation. En revanche, cela ne signifie pas que les Cris deviennent une entité assimilée exécutant le bon vouloir du gouvernement québécois.

Un développement alternatif ?

Certes, les Cris participent aujourd'hui au développement de la Baie James. Ils sont devenus des acteurs centraux d'un processus qu'ils dénonçaient durant la seconde moitié du xx^e siècle. On peut dès lors se poser la question si la « lutte nationaliste a abouti à la libération du pays, [et] a été conduite par des hommes qui avaient intégré les valeurs du colonisateurs » (Pouchepadass, 2007, p. 180). Même si l'intégration des Autochtones n'a pas fondamentalement remis en cause le capital environnemental québécois, elle a permis une mixité des valeurs le composant. En outre, elle a offert la possibilité d'intégrer certaines critiques dans la vision de l'environnement qui semblent aujourd'hui tout à fait d'actualité.

Tout d'abord, il faut savoir que les Cris continuent de s'opposer à certains projets, par exemple l'extraction d'uranium reste l'une des exploitations sans cesse refusée par les dirigeants. Ce n'est donc plus un front anarchique qui prend place à la Baie James de nos jours mais une dynamique contrôlée et conditionnée par les deux parties – que sont le Québec et les Cris. Les Cris, comme beaucoup d'autres peuples autochtones du monde, sont toujours des activistes fréquents quant à la question environnementale et continuent de se présenter en

tant que défenseurs de la Nature et de la Terre¹². Des investissements cris contradictoires aux ambitions du gouvernement québécois sont donc encore présents au sein de la Baie James et cela malgré la mise en place récente d'un partenariat.

Mais dans une approche postcoloniale, il paraît pertinent de se concentrer sur ce qui pourrait être considéré comme des investissements interculturels complémentaires afin d'étudier les ponts créés au sein de la Baie James. Car c'est bien cela qui est en jeu ici, cet assemblage de valeurs environnementales pour la réalisation des investissements variés à partir de compromis, mêlant ainsi concessions et conditions (Smouts, 2007). Le capital environnemental mixte du Nord québécois définit alors *une* modernité et non pas *la* modernité (Pouchepadass, 2007 ; Chartier, 2005). Ainsi, cette redéfinition du capital environnemental permet de soulever l'idée que la modernité n'est plus seulement celle des Lumières qui a été la raison de l'expansion coloniale européenne mais celle de la mixité des valeurs permettant d'améliorer des conditions de vie (Pouchepadass, 2007, p. 209). Ces « modernités alternatives », pour reprendre Gaonkar (2001) changent alors la lecture – jusqu'alors hiérarchique – des systèmes de valeurs entre Québécois et Cris. Cela permettrait alors de passer du « savoir-pouvoir » au « savoir-espoir » (Simard, 2003).

Il serait possible de parler d'investissements complémentaires notamment par rapport à deux problématiques contemporaines majeures. La première est que les communautés cries sont constamment confrontées à la question de l'emploi. Il est donc nécessaire d'être dans une dynamique permettant d'en créer afin de bénéficier d'une prospérité offrant les services et les revenus suffisants aux habitants. Dans un espace aussi reculé des centres urbains que la Baie James, les alternatives restent relativement limitées. Les investissements dans l'exploitation du capital environnemental orchestrés par les développeurs et les politiques du Sud répondent en partie aux attentes des conseils de bandes¹³. À l'inverse, à l'heure où la société occidentale et le modèle de développement capitaliste sont de plus en plus fragiles, les Autochtones

12. Il est assez fréquent de voir le slogan « We speak Earth » par exemple.

13. Les conseils de bandes correspondent aux organes administratifs qui gèrent les communautés autochtones. Leur création découle directement de la Loi sur les Indiens.

sembleraient permettre d'apporter quelques éléments de solution. La relation technocentrique entre l'humain et la nature prônée par les pays du Nord paraît être allée trop loin dans sa constitution du capital environnemental. La domination puis domestication de la nature a engendré une crise environnementale à laquelle le capitalisme dans sa forme actuelle ne peut pas répondre. En effet, ce dernier étant basé sur l'accumulation et la recherche de profit comme objectifs premiers est alors dans une impasse (Castree, 2001b). Les Cris, issus d'une société pré-capitaliste, peuvent offrir un modèle de développement non plus basé sur la domestication mais la compréhension de l'environnement. Ainsi, en ayant pour fondement du capital environnemental non plus uniquement la « rationalité » scientifique et monétaire mais aussi les savoirs autochtones (savoirs écologiques traditionnels, pratique ancestrale du territoire, etc.), il y aurait l'émergence d'une nouvelle lecture du développement et du territoire (Berkes, 1999 ; Desbiens et Hirt, 2013).

Pourtant, l'unicité de la vision crie, qui fit la force de la Nation et de sa lutte, n'a pas été toujours aussi solide qu'elle n'y paraît. La signature de l'entente de 2002 n'a, par exemple, pas fait l'unanimité au sein des communautés crie. Chisasibi, une communauté particulièrement touchée par les exploitations de la fin du xx^e siècle, n'a pas souhaité étendre le développement de la Baie James à de nouvelles « mises en valeurs du territoire ». Le capital environnemental crie ne serait donc pas si homogène, dans la hiérarchie de ses valeurs dominantes et dans la volonté de conversion de capitaux, qu'il n'y paraît.

Quatre types d'investissement sont présents au sein d'Eeyou Istchee – Baie James. Jusque-là, cet article s'est concentré sur la composante productive de l'environnement puisque c'est celle-ci qui est à l'origine des évolutions sociales et politiques de l'environnement et de ses représentations vues jusqu'à présent. Cependant l'émergence de valeurs environnementales mixtes a permis une diversification des investissements dans le capital environnemental. En effet, le capital environnemental de la Baie James est également mobilisé pour la qualité paysagère, la pratique récréative et la qualité écologique de l'environnement.

Une pluralité des investissements dans l'environnement

Les Cris, qui s'apparentent alors à ce que Bourdieu appelle « les nouveaux entrants », sont intégrés dans de nouveaux investissements au sein de la Baie James autres que ceux relatifs à l'exploitation extractive des ressources naturelles.

À titre d'exemple, la communauté d'Oujé-Bougoumou rassemble à elle-seule les quatre investissements précédemment évoqués. Pour ce qui est de la composante productive, la situation géographique de ce village crie du sud de la Baie James lui permet d'être au centre de nombreuses exploitations (forestières, minières et hydroélectriques). Mais ce sont les autres investissements qui vont nous intéresser ici.

Oujé-Bougoumou se trouve à proximité de la réserve faunique d'Assinica. Elle concentre les trois autres investissements dans le capital environnemental. Elle comporte une qualité paysagère certaine puisqu'il s'agit d'un espace type de la *taïga*, composé de conifères et de nombreux lacs. Assinica signifie « Là où il y a de la roche » en crie. Elle est présentée par la Société des Établissements de Plein Air du Québec¹⁴ (SEPAQ) comme étant « la plus nordique et la plus sauvage de tout le réseau des réserves fauniques¹⁵ ». Assinica comprend également une dimension environnementale forte puisqu'elle abrite de nombreuses espèces animales dont le caribou forestier – qui est aujourd'hui une espèce menacée dans cette région. La chasse est d'ailleurs réservée aux Autochtones à l'intérieur de l'aire protégée. La rivière Broadback passe également dans cette zone, or, il s'agit d'une vallée où la forêt est considérée comme étant primaire. Enfin, la réserve faunique d'Assinica est un lieu récréatif puisque la pêche y est pratiquée et représente une vraie source de profit. Il n'est pas rare de voir des gens venus des États-Unis (prêts à faire plus de 15 heures de route) afin de pêcher à Assinica.

Ces investissements touchent au capital écologique de la Baie James et permettent une ouverture de l'économie des communautés vers un nouveau type de développement et au sein duquel l'intégration du système de valeurs crie devient essentielle. C'est un élément que la communauté d'Oujé-

14. La SEPAQ est une agence gouvernementale chargée de la gestion des aires protégées de la province québécoise.

15. Cf. page web de la réserve faunique d'Assinica, consulté en 2016 : [<http://www.sepaq.com/tf/asn/>].

Bougoumou a bien saisi et a souhaité mobiliser pour assurer la prospérité et une certaine autonomie de manière durable.

En 2011, dans le cadre du Plan Nord, le gouvernement du Québec et la Nation crie signent un accord pour lancer la création du parc national du Québec d'Assinica – dont les limites provisoires sont visibles sur la figure 1 (**planche X**). Il s'agit de renforcer la protection de cet espace en y appliquant des règles environnementales plus strictes (puisqu'un parc national est à un degré plus avancé de contraintes qu'une réserve faunique). La particularité de cette création est que le futur parc national a été proposé et sera géré par les Cris d'Oujé-Bougoumou. C'est clairement un investissement cri dans le capital environnemental lié à un ensemble de valeurs écologiques et culturelles. L'objet du parc est de protéger le territoire et son écosystème mais également sa dimension culturelle puisque de nombreuses activités traditionnelles y sont pratiquées. Cette « reconnaissance de la qualité environnementale », sous forme de labellisation, va permettre une conversion de capitaux pour la communauté puisqu'elle sera potentiellement facteur d'attractivité touristique donc de développement économique (Richard *et al.*, 2015 ; Laslaz, 2010).

C'est donc *via* une réappropriation écologisante que se font ces divers investissements cris et c'est cette dimension qui fait l'originalité de ces derniers (Maraud et Guyot, 2016 ; Guyot et Richard, 2010). La Baie James est ainsi devenue symbole d'une reconnaissance de nouvelles valeurs du champ environnemental.

Cependant, la qualité environnementale et paysagère d'Assinica en tant que valeur dominante ne plaît pas à l'ensemble des acteurs concernés. En effet, certains chefs de trappes¹⁶ préfèrent l'installation d'une mine – dont les profits seront bien plus importants – à un parc national.

De la même manière que pour l'exploitation, les investissements cris s'inscrivent dans un cadre et un système de type occidental. L'outil permettant la mise en place de la protection, à savoir le « parc national », n'est en rien autochtone (Brockington *et al.*, 2008). L'aspect exogène – sur la forme – de l'administration du futur parc au sein d'Oujé-Bou-

goumou questionne quant aux positions futures des Cris sur le fond autour d'Assinica. Va-t-on vers un nouveau modèle de gestion de parc – où les valeurs environnementales autochtones primeraient – ou simplement un nouveau label qui certifierait – et instrumentaliserait – l'authenticité autochtone ? Il semble alors pertinent de réinterroger ce consensus.

Une redéfinition du cadre de domination occidentale

Stan Stevens (2015) pose notamment une question qui paraît essentielle si on l'applique à la lecture du capital environnemental de la Baie James : le territoire est-il l'objet d'une co-gestion ou bien d'une co-gouvernance ? Ainsi Stevens souligne la différence entre une gestion partagée au sein d'une gouvernance – occidentale par exemple – et une gestion découlant d'une co-gouvernance – occidentale et crie par exemple. En d'autres termes, il faut se demander quels sont les acteurs qui sont réellement à la table des prises de décision, donc là où se trouve le pouvoir. Car finalement, c'est bien du pouvoir dont il s'agit ici. Encore, une fois, cela pose la question de qui décide des valeurs au sein du champ environnemental.

Un capital environnemental mixte implique une révision de l'idéologie de la nature – ainsi que ce qu'Harvey (1996) appelle le « langage de la nature » – et de la relation entre l'humain et l'environnement. Si la nature est vue comme externe, c'est suite à un long processus de construction sociale, politique et idéologique. Elle a été définie et catégorisée selon des critères qui permettent son imbrication dans le système capitaliste (Smith, 1990). Entrer dans un système de co-gouvernance et par conséquent de co-construction du capital environnemental signifie réévaluer la nature pour qu'elle ne soit plus simplement vue comme une ressource (Harvey, 1996). Les institutions structurelles de la Baie James – et du Québec en général – doivent ainsi sortir du paradigme qui veut que ce qui est non-occidental est « non-scientifique » afin de co-construire une nouvelle « idéologie du savoir » pour qualifier un capital environnemental *modernisé*, pour reprendre l'idée de Scott (1996). L'exemple de la foresterie semble approprié quant à cette nouvelle lecture du développement. En effet, celle-ci fut bien longtemps envisagée de manière « scientifique », donc de manière

16. Le chef de trappe, ou *tallyman*, est le responsable d'une aire géographique de pratiques traditionnelles au sein des limites administrative d'une communauté.

occidentale et à l'échelle régionale (Mulrennan et Scott, 2005). Pourtant, il a semblé important de sortir de la logique du *top-down* à sens unique pour intégrer l'expertise des chasseurs cris (*idem*). C'est donc en intégrant l'« économie du lieu » à celle mondialisée, le savoir dit traditionnel à celui dit scientifique, ainsi que la pratique locale à celle provinciale, que sont redéfinis la vision du capital tout comme les intérêts des acteurs qui en dépendent.

En affirmant l'identité autochtone de la Baie James, les Cris ont ouvert de nouvelles caractéristiques de la région à exploiter. Si les valeurs dominantes prônent le développement, de nouvelles formes d'investissements dans le capital environnemental apparaissent à partir de ce qu'Harvey (2008) appelle des « alliances de classes régionales ». L'écotourisme autochtone est, par exemple, un investissement récent et montre bien cette mixité des valeurs mêlant les fondements d'un développement basé sur une économie monétarisée et mondialisée et les spécificités des aménités du mode de vie cri. Il est vrai qu'il s'agit d'une instrumentalisation du capital environnemental mettant en avant la *wilderness* et l'*Indien écologique* ainsi que la connexion spirituelle qui les relie (Iankova, 2005). Certes, ce tourisme répond à une demande occidentale, dépendante d'un imaginaire colonial. Bien sûr, ce « label autochtone » se doit de certifier une rupture avec les valeurs occidentales, un retour aux sources, aux choses simples, à la nature. Si le retour à la nature n'est pas possible au sein de notre société suite à son externalisation, il paraît cependant très envisageable de faire un « voyage dans la nature » de quelques jours pour retourner dans un quotidien urbain (Smith, 1990, p. 14). Ce label affirme cette déconnection certes éphémère, mais qui garantit une immersion poétique dans la nature et la spiritualité autochtone. Néanmoins, ce processus permettra de manière plus subtile la rencontre entre deux entités dont les capitaux de Pierre Bourdieu – économique, social, culturel et symbolique – ne seront pas identifiés, investis, accumulés ou répartis de la même manière (Richard *et al.*, 2015).

Encore une fois, malgré le cadre occidental du capital environnemental, la Baie James démontre la montée de l'influence cri et de ses valeurs. Les divers investissements et la reconnaissance grandissante de l'autochtonie dans cette région entraînent un processus de médiation interculturelle. Le capi-

tal environnemental de la Baie James est passé d'une nature hostile et inhumaine à conquérir à une nature essentialisée et vertueuse à protéger. Ce changement de statut et de vision de la nature change également sa fonction et la légitimité de sa mise en valeur (Smith, 1990, p. 14). Ce qui était une rupture idéologique, géographique et socio-politique devient peu à peu un objet d'ouverture, de renouveau et de potentielle redéfinition des intérêts du capital environnemental (Maraud et Guyot, 2016).

CONCLUSION

La grille de lecture « capital environnemental » semble pertinente pour identifier et comprendre les enjeux de cet espace emblématique qu'est la Baie James, et cela à différentes échelles spatiales et temporelles. La notion d'*investissement* paraît centrale dans l'appréhension du capital environnemental puisque c'est cette dernière qui met en évidence les différentes concurrences et les rapports de force au sein de l'arène sociale étudiée. Ces investissements ont privilégié diverses valeurs au cours du temps et ainsi permis le passage de ce qui était un rapport de domination à une sorte de complémentarité entre le Québec et la Nation cri face au capital environnemental de la Baie James.

Aujourd'hui, il s'avère difficile de parler d'un équilibre entre ces deux entités puisque, même si les Cris sont désormais intégrés au sein des investissements, le cadre du capital environnemental de la Baie James reste fondamentalement ancré dans une logique capitaliste occidentale. Cependant, il ne s'agit pas non plus d'une homogénéisation du capital environnemental car il est possible de constater une certaine intégration de l'« économie du lieu » cri. C'est à travers certaines particularités locales et territorialisées que les Autochtones intègrent des valeurs nouvelles définissant une nouvelle forme de lecture de l'environnement dans un cadre structurel occidental – comme c'est par exemple le cas avec la foresterie.

En conclusion, le capital environnemental est une construction dynamique et en constante évolution du territoire et des territorialités. À la Baie James, il est le résultat d'un ensemble de renversements d'une relation interculturelle en mutation. La contribution nouvellement acceptée des Cris

dans sa conception ouvre de très nombreuses perspectives d'avenir et de véritables solutions face aux enjeux sociétaux de notre époque. David Harvey (2001) rappelle cependant que le capitalisme ne cesse jamais de se réinventer afin de développer de nouvelles opportunités de profits et reste centré sur l'idée de croissance, et cela qu'importe les conséquences écologiques, sociales et géopolitiques. Le capital environnemental mixte de la Baie James semble être trop récent pour pouvoir affirmer une remise en question totale des relations socio-environnementales. Le compromis local permet une alliance de classes régionales qui bénéficie parfois à tous les acteurs territoriaux (Harvey, 2008). C'est, pour le moment, ce qui semble se dessiner à la Baie James. Ce compromis permet une paix locale et l'affirmation d'un capital environnemental commun dont l'objectif est la conversion en capital économique. Cette construction socio-politique est-elle seulement plus socialement acceptable tout en restant définie selon les fondements du capitalisme de la fragmentation? Ou bien assiste-t-on à une nouvelle forme de gouvernance mixte basée sur une réelle réévaluation des valeurs au sein d'un champ environnemental fragile?

Bibliographie

- BADIE B., 1995. *La fin des territoires : essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard, 276 p.
- BAILLY A., 1995. Les représentations en géographie, in BAILLY A. et al., *Encyclopédie de géographie*, 2^e édition, Paris, Economica, p. 369-381
- BERKES F., 1999, *Sacred ecology*, Londres, Routledge, 336 p.
- BONNEMAISON J., 1981, Voyage autour du territoire, *Espace géographique* 10, n° 4, p. 249-262. doi : 10.3406/spgeo.1981.3673.
- BOURASSA R., 1973. *La Baie James*, Montréal, Éditions du Jour, 139 p.
- BOURDIEU P., 2002. *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 277 p.
- BOYER R., 2004. *Une théorie du capitalisme est-elle possible?*, Paris, Odile Jacob, 250 p.
- BROCKINGTON D., DUFFY R., IGOE J., 2008, *Nature Unbound: Conservation, Capitalism and the Future of Protected Areas*, Londres, Routledge, 264 p.
- CANOBBIO E., 2009. *Géopolitique d'une ambition inuite*, Québec, QC, Septentrion, 342 p.
- CARLSON H. M., 2009. *Home Is the Hunter: The James Bay Cree and Their Land*, Vancouver, UBC Press, 343 p.
- CASTREE N., 2001a. Sociolizing Nature: Theory, Practice, and Politics, in CASTREE N., BRAUN B. (éd.), *Social Nature: Theory, Practice and Politics*, 1^{re} édition, Malden Mass., Wiley-Blackwell, p. 1-21.
- CASTREE N., 2001b. Marxism, Capitalism, and the Production of Nature, in CASTREE N., BRAUN B. (éd.), *Social Nature: Theory, Practice and Politics*, 1^{re} édition, Malden Mass., Wiley-Blackwell, p. 189-207.
- CHARTIER D., 2004. Au Nord et Au Large. Représentation Du Nord et Formes Narratives, in BOUCHARD J., NADEAU A., Chartier D., *Problématiques de L'imaginaire Du Nord En Littérature, Cinéma et Arts Visuels*, Montréal, Centre de recherche Figura sur le texte et l'imaginaire, p. 9-25. [<http://www.archipel.uqam.ca/6297/>].
- CHARTIER D., 2005. Définir Des Modernités Hybrides. Entre Société, Patrimoine, Savoir, Pouvoirs Contemporains et Culture Autochtones, *Globe, Revue Internationale D'études Québécoises*, 8, n° 1, p. 11-16.
- Convention de la Baie James et du Nord Québécois*, 1975, consultée en ligne : [<http://www.keac-ccek.ca/documents/CBJNQ-f.PDF>].
- CRONON W., 1983. *Changes in the Land: Indians, Colonists and the Ecology of New England*, New York, Hill & Wang, 241 p.
- DESBIENS C., 2006. Un nouveau chemin vers les rapides. Chisasibi/La Grande et les relations nord-sud au Québec, *Globe : Revue internationale d'études québécoises* 9, n° 1, p. 177. doi:10.7202/1000802ar.
- DESBIENS C., 2013. *Power from the North: Territory, Identity, and the Culture of Hydroelectricity in Quebec*, Vancouver, UBC Press, 312 p.
- DESBIENS C., HIRT I., 2013, Les Autochtones au Canada : espaces et peuples en mutation, *L'Information géographique*, 76 n° 4, p. 29-46.
- Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec*, 2002, consultée en ligne : [<http://www.inforegionalgovernment.gouv.qc.ca/documentation/documents/entente-2002-02-07.pdf>].
- Entente sur la Gouvernance dans le territoire Eeyou Istchee Baie James entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec*, 2011, consultée en ligne : [<http://www.inforegionalgovernment.gouv.qc.ca/documentation/documents/entente-2012-07-24.pdf>].
- FEIT H., 1980. Negotiating Recognition of Aboriginal Rights: Histories, Strategies and Reactions to the James Bay and Northern Quebec Agreement, *Canadian Journal of Anthropology* 1(2), p. 159-171.
- GAGNON A.G., ROCHER G., 2002, *Regard sur la Convention de la Baie James et du Nord Québécois*, Montréal : Québec/Amérique, 302 p.
- GAONKAR D.P., 2001. *Alternative Modernities*, 2nd édition, Durham NC, Duke University Press Books, 376 p.
- GOMBAY N., 2013. « Oubliez la faune et la flore et vivez par l'argent » : le Plan Nord, l'économie et le développement nordique, *Géographie, économie, société* 15, n° 4, p. 327-344. doi:10.3166/ges.15.327-344.
- GREGORY D., 2001. (Post)Colonialism and the production of Nature, in CASTREE N., BRAUN B. (éd.), *Social Nature:*

- Theory, Practice and Politics*, 1^{re} édition, Malden Mass., Wiley-Blackwell, p. 84-111.
- GUYOT S., RICHARD F., 2010. Les fronts écologiques – Une clef de lecture socio-territoriale des enjeux environnementaux?, *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, n° 9. [<https://espacepolitique.revues.org/1422>].
- HAMELIN L.-E. 1975. *Nordicité canadienne*, Montréal, Editions Hurtubise inc., coll. « Les Cahiers du Québec », 458 p.
- HAMELIN L.-E., 2005. La dimension nordique de la géopolitique du Québec, *Globe : Revue internationale d'études québécoises* 8, n° 1, p. 17.
- HARVEY D., 1974. Population, Resources and the Ideology of Science, *Economic Geography* 50, p. 256-277.
- HARVEY D., 1996. *Justice, Nature and the Geography of Difference*, Cambridge Mass, Wiley-Blackwell, 480 p.
- HARVEY D., 2001. *Spaces of Capital: Towards a Critical Geography*, 1^{re} édition, New York, Routledge, 442 p.
- HARVEY D., 2008. *Géographie de la domination*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 118 p.
- IANKOVA K., 2005. Le tourisme autochtone au Québec, *Globe : Revue internationale d'études québécoises*, 8, n° 1 : 85.
- LASLAZ L., 2010. La collaboration environnementale transfrontalière, constituante d'un front écologique?, *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, n° 9. doi:10.4000/espacepolitique.1439. [<https://espacepolitique.revues.org/1439>].
- LASSERRE F., 2004. La quête du territoire de la Nation : de l'empire du Canada à la Terre-Québec, *Noroi. Environnement, aménagement, société*, n° 190, p. 9-24. doi:10.4000/noroi.62.
- LATHOUD F., 2005. Les enjeux de la participation des Cris de la Baie-James à l'exploitation des ressources forestières, *Globe : Revue internationale d'études québécoises* 8, n° 1, p. 155. doi:10.7202/1000899ar.
- MALAUURIE J., 1985, Dramatique de civilisations : le tiers monde boréal, *Hérodote, revue de géographie et de géopolitique*, n° 39, p. 143-169.
- MARAUD S., GUYOT S., 2016, Mobilization of Imaginaries to build Nordic Indigenous Natures, *Polar Geography* 39, n° 3 : 196-216. doi:10.1080/1088937X.2016.1184721
- MORANGE M., SCHMOLL C., 2016, *Les outils qualitatifs en géographie : Méthodes et applications*, Armand Colin, 242 p.
- MULRENNAN M. E., SCOTT C., 2005. Co-management – An Attainable Partnership? Two Cases from James Bay, Northern Quebec and Torres Strait, Northern Queensland, *Anthropologica* 47, n° 2, p. 197-213.
- POUCHEPADASS J., 2007. Le projet critique des postcolonial studies entre hier et demain, in SMOUTS M.-C., COLLECTIF, BALANDIER G., *La situation postcoloniale : Les Postcolonial Studies dans le débat français*. Paris, Les Presses de Sciences Po, p. 173-218.
- RICHARD F., SAUMON G., TOMMASI G., 2015. De l'hégémonie des valeurs environnementales à l'affirmation d'un nouveau capital?, in Première session du Colloque sur le Capital environnemental : pratiques, dominations, représentations, appropriations spatiales, Limoges.
- RIST G., 2007. *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 3^e édition, Paris, Presses de Sciences Po, 488 p.
- RIVARD E., DESBIENS C., 2011 Le Plan Nord, monstre à deux têtes et autres chimères géographiques, *Recherches amérindiennes au Québec* 41, n° 1, p. 83. doi:10.7202/1012710ar.
- ROUÉ M., 2003, ONG environnementalistes américaines et Indiens Cris, *Revue internationale des sciences sociales*, 178, n° 4, p. 679-687.
- SAÏD E. W., 1978. *Orientalism*, New York, Vintage, 1978, 368 p.
- SAVARD S., 2009, Les communautés autochtones du Québec et le développement hydroélectrique : un rapport de force avec l'État, de 1944 à aujourd'hui, *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 39, n° 1-2, p. 47-60.
- SCOTT C., 1996. Science for the West, Myth for the Rest? The case of James Bay Cree knowledge construction, in NADER L., *Naked Science: Anthropological Inquiry into Boundaries, Power, and Knowledge*, New York, Routledge, 175 p.
- SIMARD J.-J., 2003, *La réduction. L'Autochtone inventé et l'Amérindien d'aujourd'hui*, Montréal, Septentrion, 430 p.
- SMITH N., 1990. *Uneven Development: Nature, Capital, and the Production of Space*, 2^e édition, Oxford, Basil Blackwell, 219 p.
- SMITH N., 1996. The Production of Nature, in ROBERTSON G., MASH M., TICKNER L., BIRD J., CURTIS B., PUTNAM T., *Future natural: Nature, Science, Culture*, Londres/New York, Routledge, p. 35-54.
- SMOUTS M.-C., COLLECTIF, BALANDIER G., 2007. *La situation postcoloniale : Les Postcolonial Studies dans le débat français*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 456 p.
- SOYEZ D., 1995. La Baie James : Faut-il rapatrier ou mondialiser le débat?, *Cahiers de géographie du Québec* 39, n° 106, p. 63. doi:10.7202/022478ar.
- STEVENS S., 2015. Re-thinking protected areas: opportunities for indigenous peoples and supportive research, advocacy and activism, in Colloque du CICADA d'octobre 2015, Montréal, Centre our la Conservation et le Développement autochtones alternatifs.
- TUAN Y.F., 2001. *Space and Place: The Perspective of Experience*. 25th ed., Minneapolis Minn., University of Minnesota Press, 248 p.